

ACTION

N° 4 — JEUDI 5 JUIN 1968 — PRIX MINIMUM, 0,50 F — Ce journal a été réalisé au Service des Comités d'Action, avec le soutien de l'UNEF, du SNESup et des Comités d'Action Lycéens.

**Force
reste
à la grève**



Il y a une semaine, la matinée du lundi 27 mai fut éloquent et a exprimé, plus que tout discours, la portée réelle de l'occupation quasi générale des usines et entreprises de France.

L'occupation des usines continuait, — le pouvoir était en déroute, — la bourgeoisie, gagnée par la peur, hésitait quant aux solutions de rechange.

Vendredi 31 mai, au terme d'une laborieuse mise en scène, le Général de Gaulle entend frapper le grand coup et assure envisager toutes les éventualités sans exception. La bourgeoisie pousse son « ouf » de soulagement et se resserre derrière le pouvoir. L'intoxication reprend de plus belle. Les journaux, les radios égrenent la liste des reprises de travail. Pourtant, une semaine après les accords de Grenelle, « Le Monde » constate que « les signes avant-coureurs d'une large reprise de l'activité paralysée par les grèves n'ont pas été confirmés... ».

Les accords de Grenelle n'ont donc rien réglé. C'est à travers leur échec que se révèle la réelle crise politique que traverse le régime. De Gaulle et Pompidou ont beau menacer du bâton, la classe ouvrière tient. Doit-on affirmer pour cela qu'elle mène prioritairement une grève politique dont les objectifs revendicatifs ne sont que le prétexte. Cette alternative semble fautive à l'analyse et il est bon de revenir sur le contenu du protocole d'accord et les circonstances dans lesquelles il a été signé.

Les «accords» de Grenelle

Dans la nuit du dimanche 19 au lundi 20 mai tout semble consommé dans la modestie soucieuse qui caractérise les directives des Centrales ouvrières. Séguy insiste sur le dur combat qu'il a mené avec ses collègues durant 28 heures « non-stop » « pour essayer de DÉNOUER LA CRISE dans l'intérêt des travailleurs et de leurs familles » ; le constat est positif puisque « des revendications qui se sont heurtées au refus du gouvernement et du patronat, ont trouvé une solution, sinon totale du moins partielle ». « Ce qui a été décidé ne saurait (par conséquent) être négligé ». M. Pompidou, qui n'est pas sourd, affirme quant à lui que « les organisations syndicales (...) souligneront le caractère très fécond de cette négociation ».

Mais la suite des événements ne se déroule pas comme prévu. La C.G.T. avait certes conseillé aux travailleurs de rester en grève pour négocier les détails avec leurs directions patronales respectives. Cependant, dès 8 heures, les ouvriers des « usines-témoins » vont donner un autre sens à ce maintien de la vigilance. Avant même que Benoit-Frachon, G. Séguy et A. Jeanson n'interviennent à Billancourt, 12 000 ouvriers de Renault décident de ne pas s'arrêter. Pour eux, c'est l'évidence et il ne s'agit pas simplement de polir le protocole d'accord dans le cadre de la Régie. Quand ils protestent contre l'augmentation hiérarchisée des salaires, quand ils interrompent Séguy qui annonce le projet d'indemnisation des journées de grève par une avance de 50 % de leur salaire, quand, à la fin du discours de Descamps qui pour faire la pièce à la C.G.T. entend apporter son soutien aux étudiants, ils répondent aux cris de « Unité ! » et de « Gouvernement populaire », les 12 000 ouvriers de Billancourt expriment clairement une réaction partagée par une très grande majorité de la classe ouvrière : l'occupation des usines, les exigences revendicatives ne se résument pas à un mouvement social d'une ampleur inaccoutumée, il s'agit bien pour eux d'obtenir que ÇA CHANGE, que la politique revendicative à la petite ou à la grande semaine soit enterrée.

Si Séguy se retient de parler de grève générale, eux la vivent, ça ne fait pas de problème. La revendication de 1 000 F comme salaire minimum, la semaine de

40 heures payée 45 ou 48 heures expriment cette volonté. La détermination de voir les journées de grève payées entièrement exprime le sentiment de force absolument nouveau, partagé par tous ceux qui, d'un bout à l'autre de la France, occupent les usines, le drapeau rouge à leur fronton. 1 000 francs par mois, ils le savent, le gouvernement gaulliste n'est pas en mesure de les accorder. Mais, ce lundi matin, ils maintiennent cet objectif : il est l'expression d'un refus du pouvoir, la volonté de la fin du régime.

Or, qu'ont conclu les Syndicats avec Pompidou et le C.N.P.F. ? Des accords qui sont en-deçà de tout ce qu'ils pouvaient imaginer. Les 1 000 F et les 20 % d'augmentation sont à cent coudées de ce qui est proposé.

10 % D'AUGMENTATION DES SALAIRES ? En fait, en faisant quelques calculs, ce ne sont que 7,75 % d'augmentation de la masse salariale qui sont en jeu, ce qui n'a vraiment rien d'exceptionnel (1). Or, cette hausse globale fut de 6 % dans l'industrie en 1967. Le bilan réel de la lutte serait donc de 1,75 % alors que les salaires français sont ceux parmi les plus bas du Marché commun.

LA REDUCTION A 40 HEURES DE TRAVAIL ? Un vague accord est conclu promettant une réduction de 2 heures sur 48 heures et d'une demi-heure pour les semaines de 45 à 48 heures D'ICI LE TERME DU V^e PLAN, c'est-à-dire vers 1970 !

UN RALENTISSEMENT DES CADENCES DE TRAVAIL ? Rien ! Alors que la « productivité » du travailleur français est jugée l'une des plus élevées d'Europe occidentale. Il est affirmé que le droit syndical est amélioré, mais les travailleurs ne reçoivent aucun pouvoir de contrôle précis dans la marche de l'entreprise, etc.

Des accords sans garanties

A défaut de satisfaction des travailleurs, le pouvoir et le patronat seraient-ils sérieusement ébranlés ? Voir... Certes, la compétitivité de l'économie française en prend un coup dans l'aile à quelques semaines de l'ouverture de nouvelles frontières dans le Marché commun. Mais à terme ? Rien n'est moins sûr et l'on peut avancer que le protocole d'accord, s'il avait été acquis, irait dans l'intérêt de la politique économique giscardienne : les projets d'accord conclus seraient indéniablement défavorables aux petites et moyennes entreprises. Leur faible compétitivité, leur politique de bas salaires les rendraient vulnérables et favoriseraient leur soumission progressive aux grandes unités industrielles. Pour ces dernières, rien de grave ne les atteindrait. Des dirigeants de la Régie Renault répétaient en coulisse, la semaine dernière, qu'accorder 7 à 10 % ne les gênerait pas outre mesure. Pratiquant une politique des salaires supérieurs à la moyenne, l'augmentation du SMIG de 2,20 à 3 F de l'heure ne les concernerait pratiquement pas. La hausse de 7,75 % de la masse salariale ne pourrait qu'accélérer des processus de fusion qu'acceptent de plus en plus les représentants du grand capital industriel.

Reste que l'aspect le plus important de cette tentative de « dénouement » de la crise fut son caractère de démission et sa réalité dérisoire : non seulement la signification politique profonde de l'occupation des usines était escamotée et renvoyée à l'ordre légal du référendum mais, plus encore, ce résultat des négociations était en-deçà des revendications de salaires et de conditions de travail actuelles rendues à l'évidence possibles par le rapport de forces tel qu'on pouvait l'apprécier dimanche soir.

Un faux calcul

Vain calcul. FAUX calcul de bureaucrates. Les ouvriers, et particulièrement ceux des secteurs de pointe (automobile, aéronautique, chimie) n'ont pas

balancé entre la poursuite d'un mouvement qu'ils sentent sans précédent et des avantages seulement un peu plus solides que d'habitude. Les délégués cégétistes de base eux-mêmes n'ont pas hésité.

Dans de nombreuses entreprises, les délégués C.G.T. du personnel, sans aucun doute sincères pour la majorité d'entre eux, affirmaient à qui voulait les entendre, qu'il n'était pas question d'accords signés dans la nuit du 26 au 27 mai. Ils affirmaient que les « propositions que Pompidou avait concédées » ne correspondaient en rien à leurs revendications.

Les drapeaux rouges continuent à flotter au faite des usines, aux portes, aux grillages. Dès mardi 28 mai, la C.G.T., suivant le mouvement, avance l'objectif de « Gouvernement populaire » qui constituera le leitmotiv de la grande manifestation du mercredi 29.

Mais, avec, la contre-attaque du pouvoir, avec le discours menaçant de de Gaulle, le scénario du week-end précédant va se reproduire. Très vite, la direction de la C.G.T. abandonne le mot d'ordre officiel de « Gouvernement populaire » et précise, par la bouche de Séguy, que la Centrale ne gênera en rien les élections et qu'elle se déclare « prête à poursuivre cette négociation à l'échelle gouvernementale et du C.N.P.F. et à tous les autres niveaux afin de parvenir à un accord susceptible d'être accepté par les travailleurs » (conférence de presse du 31 mai).

Du côté du pouvoir, l'intoxication est largement mise à contribution, pour faire croire que, dès ces jours-ci, les reprises du travail ne font que se multiplier. On croit enfin la boucle bouclée. M. Ferniot, l'éditorialiste de « France - Soir » affirme que « la révolution est morte » et que le soleil de Pentecôte annonce le retour à l'ordre serein des choses.

La question du pouvoir

Mais, heure après heure, la confiance réactionnaire du pouvoir est battue en brèche. Les C.R.S. peuvent vider les comités d'occupation, ils ne peuvent remplacer les grévistes. La R.A.T.P., la S.N.C.F., les P.T.T. considérés comme points vulnérables (salaires plus bas, secteur public, possibilités de réquisition) demeurent, contre l'attente de certains, dans la paralysie complète, qu'aucun accord dans le proche immédiat ne semble briser. Au contraire, les syndicats se durcissent ; la base ne désarme pas ; elle commence à organiser les conditions durables de la poursuite de la grève. Le pouvoir direct des travailleurs, prenant sa source dans l'occupation des usines, émerge lentement dans le processus de l'action.

Le 27 mai au matin, Benoit-Frachon, à Billancourt, faisait allusion aux accords Matignon. S'ils furent non suivis d'effet quant aux pouvoirs réels des travailleurs, ils étaient toutefois à cent coudées des projets d'accords du 27 mai.

(1) A la suite des grèves de 1953-1954, des augmentations de salaires de l'ordre de 15 % avaient été accordées. Les salaires allemands durant la première moitié des années 1960 augmentaient de 7 à 10 % par an. Cf. « Le Nouvel Observateur » n° 185, 30 mai.

AUX MILITANTS

Pour qu'ACTION soit vraiment un instrument de lutte, pour qu'ACTION dise ce que la presse tait, le journal sera maintenant à votre disposition tous les trois jours, tous les deux jours, tous les jours peut-être. Pour cela, nous avons besoin d'argent, nous avons besoin d'équipes de distribution, nous avons besoin de l'aide et de la participation de tous. Que les comités d'action nous transmettent l'information que la presse passe sous silence. Tous les jours la table du Comité de Rédaction sera à votre disposition dans la cour de la Sorbonne.

Le directeur de la publication : Jean-Pierre VIGIER

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Grandes Imprimeries « Paris Centre » 142, rue Montmartre Paris (2^e)

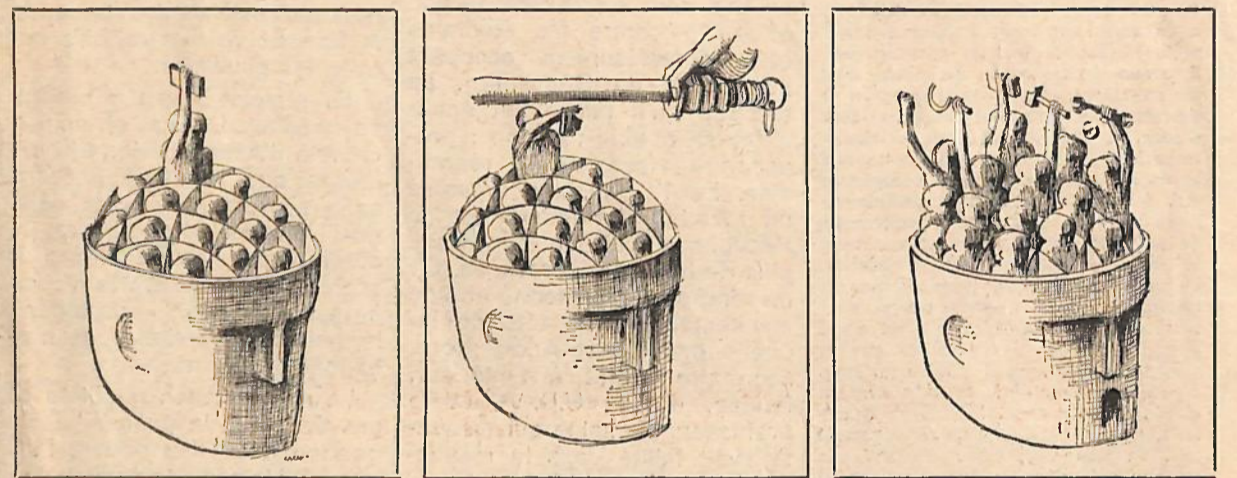
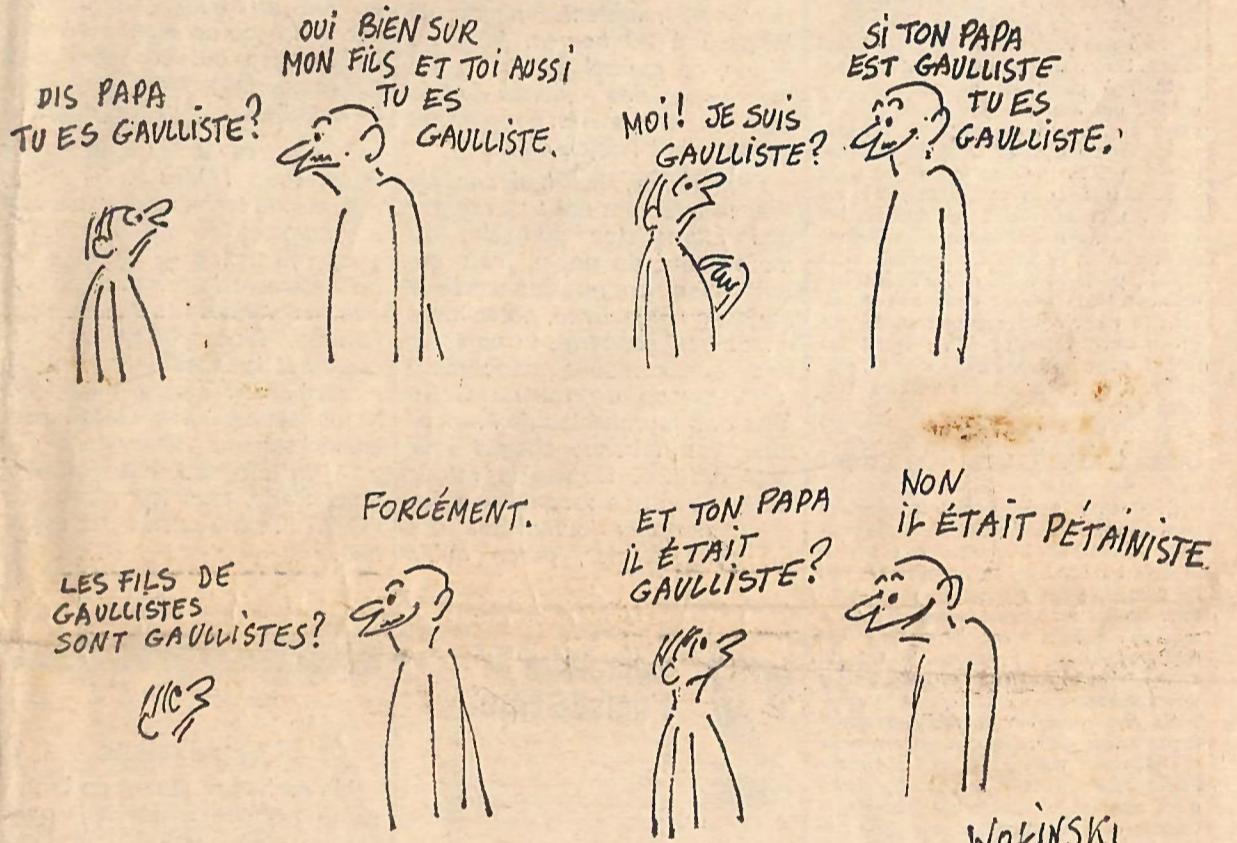
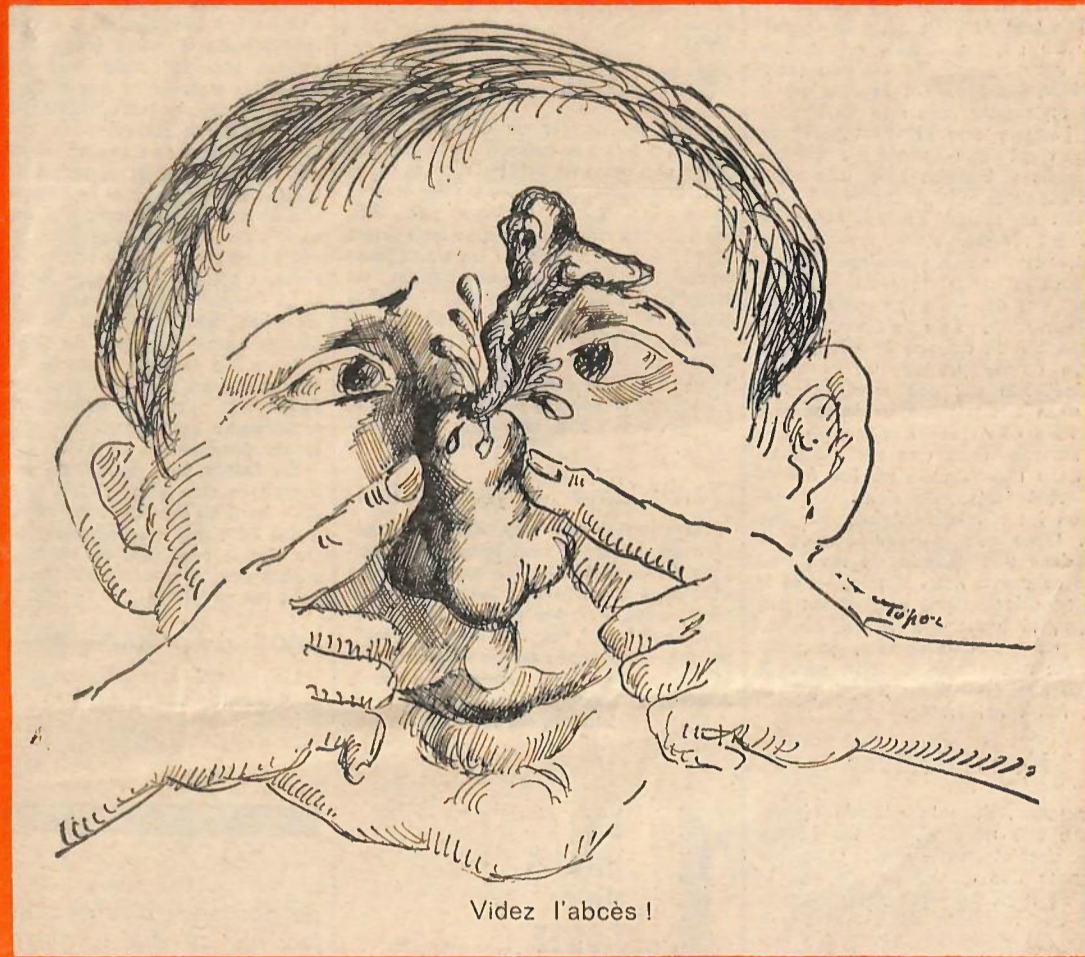
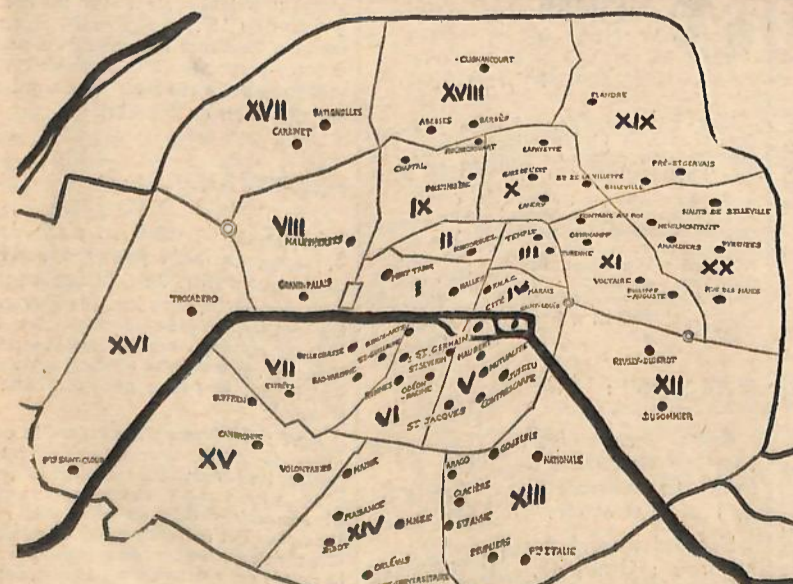


Tableau (incomplet) des Comités d'action des quartiers de Paris



- COMITES D'ACTION AYANT UNE PERMANENCE PUBLIQUE
- III^e. — TEMPLE : Ecole des Arts Appliqués, 11, rue Dupetit-Thouars. ARC, 59-09.
- IV^e. — SAINT-LOUIS : Direction des Services Parisiens de l'Education surveillée, 18, rue Saint-Louis-en-l'Isle. Tél. 633-95-34. - F.N.A.C. : Ecole primaire, 3, rue Paul-Dubois.
- V^e. — CONTRESCARPE : Halle aux Vins, Amphi 32. Réunions à 21 h. - MOUFF-MUTUALITE : Maison pour tous, 19 bis, rue Tournefort. Permanence 18-20 h.
- VII^e. — BELLECHASSE : « Beaux-Arts ».
- VIII^e. — GRAND PALAIS : même adresse.
- IX^e. — CHAPTAL : Théâtre 347, rue Chaptal.
- XI^e. — VOLTAIRE : Maison des Jeunes, 4, rue Mercœur. Tél. 805-25-54.
- XIII^e. — NATIONALE : Centre Censier, 8, rue de Santeuil (5^e). Permanence Salle 225. - ARAGO : I.E.D.E.S., 58, bd Arago. - GLACIERE : idem.
- XIV^e. — CITE UNIVERSITAIRE : dans la Cité, Maison Internationale. GOB, 87-70, poste 312.
- XVI^e. — PORTE DE SAINT-CLOUD : Maison des Jeunes et de la Culture, 1, rue du Général-Mallette.
- XVIII^e. — BARBES : Ecole des Arts Appliqués, 24, rue Duperré. - HAUTS DE BELLEVILLE : Maison des Jeunes et de la Culture, 43, rue Borego, Paris (20^e).

Pour contacter les autres Comités, se rendre à la Coordination des Comités d'Action, Institut de Psychologie, 28, rue Serpente, Paris-VI^e (près de la place Saint-Michel).